

**Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
N° DAF_2025_001690-S3-LN**

relatif à l'acquisition et la livraison de 5 ensembles didactiques électrotechniques au profit de l'école de formation des sous-officiers de l'armée de l'air et de l'espace (EFSOAAE) de Rochefort BA 721 (dpt 17).

établi en application :

- du code de la commande publique¹
- du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services².

Annexes :

- A- clauses incitatives
- B- déclaration individuelle de l'accédant

¹ Ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du *code de la commande publique* (NOR ECOM1818593R) et décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du *code de la commande publique* (NOR ECOM1818600D), ci-après dénommés « code »

² Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services – NOR ECOM2106868A , ci-après dénommé « CCAG/FCS ». Dans le silence du CCAP les clauses du CCAG s'appliquent.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET, FORME ET DUREE, MONTANT	3
1.1 - OBJET	3
1.2 – FORME	3
1.3 – DUREE DE VALIDITE ET DEBUT D’EXECUTION	3
1.4 – MONTANT	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 3 – MISE EN PLACE DU MARCHE PUBLIC ET ADRESSE DE LIVRAISON	3
ARTICLE 4 - SOUS-TRAITANT	4
ARTICLE 5 – VERIFICATION ET CONSTATATION DU SERVICE FAIT – GARANTIE - SANCTIONS	5
ARTICLE 6 - REGIME DES PRIX.....	6
ARTICLE 7 – AVANCE.....	6
7.1 - CONDITIONS D’OCTROI DE L’AVANCE.....	6
7.2 - TAUX DE L’AVANCE.....	6
7.3 - PAIEMENT DE L’AVANCE	6
7.4 - REMBOURSEMENT DE L’AVANCE.....	6
ARTICLE 8 – ACOMPTES	7
ARTICLE 9 – MODALITES DE REGLEMENT	7
9.1 – FORMALITES NECESSAIRES AU PAIEMENT	7
9.2 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT, INTERETS MORATOIRES ET INDEMNITE FORFAITAIRE POUR FRAIS DE RECouvreMENT	8
ARTICLE 10 – DISPOSITIONS RELATIVES AU NANTISSEMENT	8
ARTICLE 11 - RETENUE DE GARANTIE FINANCIERE	8
ARTICLE 12 - DISPOSITIONS RELATIVES A L’ACCES A UN TERRAIN MILITAIRE	8
ARTICLE 13 – ATTESTATION D’ASSURANCE	9
ARTICLE 14 – CAS DE RESILIATION ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	9
ARTICLE 15 – TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	9
ARTICLE 16 - DEROGATION AU CCAG	9

ARTICLE 1 – OBJET, FORME ET DUREE, MONTANT

1.1 - Objet

Il s'agit pour le ministère des armées d'acquérir (acquisition, livraison, installation et formation) 5 ensembles didactiques électrotechniques (procédure suivie : appel d'offres ouvert en application des articles R2161-2 à R2161-5) au profit de l'école de formation des sous-officiers de l'armée de l'air et de l'espace (EFSOAAE) de Rochefort BA 721 (dpt 17).

Le descriptif technique exhaustif des attendus figure au CCTP.

1.2 – Forme

Il s'agit d'un marché public sans bon de commande ni marché subséquent ni tranche.

Aussi, il recouvrira :

- Achat, livraison, installation, formation de 2 instructeurs avec mise en service.

Il est mono attributaire.

1.3 – Durée de validité et début d'exécution

Le marché public est conclu pour une durée qui court de sa date de notification jusqu'à la date de fin de la durée de garantie.

1.4 – Montant

Le montant du projet figure à l'acte d'engagement ATTRI1.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les seuls documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe,
- le présent CCAP et ses annexes,
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe,
- le CCAG/FCS,
- le mémoire technique.

Seuls les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'Administration (service acheteur) font foi ; aucune autre stipulation conventionnelle (conditions générales du titulaire par exemple) n'est applicable.

ARTICLE 3 – MISE EN PLACE DU MARCHE PUBLIC ET ADRESSE DE LIVRAISON

Adresse de livraison :

École de formation des sous-officiers de l'armée de l'air et de l'espace (EFSOAAE)
Section Enseignement Electrotechnique
Base Aérienne 721 - Rue Bois Bernard
Rez de chaussée de l'atelier **32 04**
17620 Echillais

Plan de prévention : le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions relatives aux mesures de prévention concernant les prestations de services effectués dans un organisme de la défense par une entreprise extérieure telles qu'elles figurent dans l'arrêté du 19 mai 2020 (NOR ARMH2012463A) pris en application du décret 2012-422 du 29 mars 2012 (NOR : DEFH1203488D) ; il s'engage pour ce qui le concerne à s'y conformer.

Ainsi, dans les 15 jours de la notification et en tout état de cause avant toute intervention, une visite d'inspection de la zone sera effectuée (peut être couplée avec la réunion de lancement) et les documents de prévention (plan de prévention et protocole de sécurité) signés conjointement par le titulaire et le chargé de prévention de l'organisme utilisateur.

Modalités de livraison et délais et formation :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG/FCS.

Les fournitures devront être livrées à l'adresse indiquée ci-dessus entre 8h00 et 16h00 du lundi au jeudi et entre 8h00 et 14h00 le vendredi et dans le délai de livraison mentionné au bordereau des prix.

Le titulaire devra contacter M.Martin Jean-Luc – Tél: 05 46 88 80 80 – Courriel: jean-luc.martin@intradef.gouv.fr dans un délai minimum de **15 jours** avant la livraison des fournitures.

Si le titulaire est dans l'impossibilité de livrer les fournitures dans les délais, il doit en avertir l'administration (service acheteur) avant l'expiration du délai.

Cette dernière pourra ou non accorder un sursis au vu des éléments présentés, qui suspendrait alors pour un temps l'application de sanctions pour retard.

En tout état de cause aucun sursis ne sera accordé si la demande intervient après l'expiration du délai.

Nota : en cas de force majeure, ou de retard du fait de l'administration (service acheteur ou bénéficiaire), une prolongation du délai est automatiquement accordée, à condition que le titulaire signale cet état de fait avant l'expiration du délai et indique la durée de prolongation demandée.

Formation : il s'agit de former 2 instructeurs, pour une prise en main du matériel. Cette formation est utile afin de maîtriser au mieux son fonctionnement.

Cette formation sera détaillée dans le mémoire technique.

Emballages et transport :

Les emballages des fournitures seront détruits à la déchetterie de Rochefort.

Le transport des fournitures sera effectué dans les conditions de l'article 20.3 du CCAG/FCS et s'effectue sous la responsabilité du titulaire jusqu'au lieu de livraison.

Le titulaire sera chargé à ses frais de l'acheminement des fournitures.

Le titulaire sera responsable de tout dommage causé aux fournitures (notamment durant le transport).

ARTICLE 4 - SOUS-TRAITANT

Le titulaire est dans l'obligation de demander à l'Administration (service acheteur) l'acceptation de son(ses) sous-traitant(s) : cette acceptation d'un sous-traitant en cours de marché et l'agrément des conditions de paiement, sont constatés par un acte spécial signé à la fois par

l'Administration (service acheteur) et le titulaire dans les conditions précisées à l'article 3.6 du CCAG/FCS.

Rappel concernant le paiement direct du sous-traitant : il est rappelé qu'au terme de l'article L2193-11 du code, toute renonciation au paiement direct est réputée non écrite.

Nota : les règles relatives à la confidentialité, à la protection du secret, aux autorisations d'accès et aux habilitations sont applicables au sous-traitant.

ARTICLE 5 – VERIFICATION ET CONSTATATION DU SERVICE FAIT – GARANTIE - SANCTIONS

Contrôles :

Par dérogation aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS, c'est l'établissement bénéficiaire qui procèdera aux opérations de vérification³ quantitative et qualitative des prestations selon les dispositions du CCTP.

Les matériels non acceptés seront remis en état de recevabilité dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la date de notification du refus au titulaire.

A défaut, des sanctions seront appliquées.

Garantie :

Les prestations feront l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la fourniture qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre également les frais de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Sanctions :

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, l'article 14.1 du CCAG/FCS n'est pas applicable à ce marché.

- Lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 €.

Défaillance :

Le titulaire serait considéré comme défaillant s'il n'était pas en mesure d'exécuter totalement ou partiellement la livraison.

Le bénéficiaire pourra lors de la livraison refuser tous les colis détériorés et aura un délai de **15 jours ouvrés** suivant la livraison pour retourner tous les matériels endommagés. Ce retour engendrera un refus de paiement.

³ La constatation de l'exécution doit être saisie par les services en charge de l'admission directement dans l'outil Chorus (formulaire SF) ; aucune signature complémentaire ni aucun document ad hoc n'est nécessaire.

En cas de défaillance totale ou partielle dans la livraison, le titulaire sera mis en demeure, par lettre recommandée avec avis de réception, d'honorer ses engagements dans un délai de **8 jours ouvrés** à savoir : rétablir une livraison du matériel conforme au CCTP.

Passé ce délai, et en cas de défaillance réitérée, il pourra être fait application, par l'acheteur, de l'article 41 du CCAG/FCS.

- Sous-traitance non déclarée : 2 000 € par infraction constatée.
- Absence du guide ou du recueil de pannes possibles (hors programmation automate) : 50 € par jour ouvré (absence constatée).
- Non remise d'une notice utilisation, d'un manuel de maintenance et des fiches techniques des matériels : 80 € par document manquant.

ARTICLE 6 - REGIME DES PRIX

Le prix de base des prestations est le prix forfaitaire hors taxe indiqué sur le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement ; l'unité monétaire est l'euro.

Les prix indiqués par le titulaire s'entendent :

- établis aux conditions économiques de la date limite de remise des offres (soit le * ***date réelle sera complétée avant notification***)
- définitifs,
- fermes, en application de l'article R2112-9 du code,
- hors taxes et TTC⁴.

ARTICLE 7 – AVANCE

7.1 - Conditions d'octroi de l'avance

Conformément à l'article R2191-3 du code, si le montant du marché public est supérieur à 50.000 euros HT et si le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, le titulaire reçoit une avance calculée en application du code - sauf s'il a déclaré expressément vouloir y renoncer sur l'acte d'engagement.

7.2 - Taux de l'avance

L'option A de l'article 11.1 du CCAG/FCS est retenue.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %. Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code, le taux de l'avance est fixé à 5%.

7.3 - Paiement de l'avance

Cette avance sera payée sans formalité dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché public.

7.4 - Remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance s'effectue conformément aux dispositions des articles R2191-11 à R2191-19 du code ; ainsi les dispositions particulières s'appliquent en cas d'accord-cadre à bons de commande le cas échéant.

⁴ Le taux de TVA sera celui applicable à la date d'établissement des factures ; la variation du taux de la TVA pendant l'exécution du marché public sera appliquée sans qu'il soit besoin de passer un acte modificatif.

ARTICLE 8 – ACOMPTES

Ce marché public n'ouvre pas droit à versement d'acompte.

ARTICLE 9 – MODALITES DE REGLEMENT

Le régime des paiements est conforme aux dispositions du chapitre I *Exécution financière* du titre IX du livre I de la deuxième partie du code.

9.1 – Formalités nécessaires au paiement

Le titulaire établira une facture unique.

Nota : les factures partielles ne seront acceptées qu'après accord préalable de l'Administration (service acheteur).

Toutes les factures entre l'Etat et ses titulaires sont dématérialisées (art. L2192-1 et s. du code). Aussi, **le titulaire doit envoyer ses factures en version dématérialisée sur le portail public de dématérialisation⁵ <https://chorus-pro.gouv.fr>**

Pour ce faire, il doit créer un compte sur ce portail ; la PFC-SO (adresse de facturation : PFC SO – Division Finances – Caserne Nansouty- 223 rue de Bègles – CS 21152 – 33068 Bordeaux Cedex) propose en cas de besoin une assistance au démarrage pour une facturation dématérialisée à l'adresse suivante : pfc-so.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr .

Conformément à l'article D2192-2 du code, la facture doit **impérativement** comporter les renseignements suivants :

- la date d'émission de la facture,
- la désignation de l'émetteur (identification du titulaire : numéro SIRET)
- la domiciliation du titulaire⁶ (BIC/IBAN),
- la désignation du destinataire de la facture (numéro **SIRET des services de l'Etat : 11000201100044**)
- la désignation du payeur (**numéro SE : D0410T7033**)
- le numéro du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture (**numéro EJ : *** sera complété avant notification**)
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées
- le prix forfaitaire HT,
- le montant total de la facture, le montant total HT
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

La facture doit être parfaitement renseignée, notamment des n° EJ et SE = toute facture mal renseignée sera renvoyée au titulaire, ce qui suspendra le délai global de paiement.

La suspension du délai de paiement s'effectue selon les règles décrites aux articles R2192-27 à R2192-30 du code.

Pour toutes questions ou pour tous litiges relatifs à la facturation, passer par le compte ouvert
sur
<https://chorus-pro.gouv.fr>

⁵ L'utilisation du portail public de facturation (« CHORUS pro ») est exclusive de tout autre mode de transmission : une facture transmise en dehors de ce portail sera rejetée, dès lors que le titulaire préalablement informé ne se sera pas conformé à cette obligation en renvoyant sa facture sur ce portail.

⁶ Si les références bancaires sont différentes de celles initialement indiquées sur le présent marché, le titulaire est tenu de fournir le nouveau BIC/IBAN.

9.2 – Délai global de paiement, intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement

Le règlement des sommes dues s'effectue par virement.

Le paiement doit intervenir dans les trente (30) jours suivant la date de réception de la demande de paiement par l'ordonnateur secondaire, ou de la date à laquelle le service fait est constaté, si cette date est postérieure.

Le défaut de paiement dans le délai de trente jours fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires. Ceux-ci sont calculés selon le taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le défaut de paiement dans le délai de 30 jours ouvre également droit, au bénéfice du titulaire, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

ARTICLE 10 – DISPOSITIONS RELATIVES AU NANTISSEMENT

Le présent marché peut être affecté en nantissement (art. L2191-8 et R2191-51 en cas de bons de commande).

Si, postérieurement à la notification du marché, le titulaire envisage de *confier des prestations autres que celles dont le marché prévoit la sous-traitance* à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, il doit établir que la cession ou le nantissement de créance résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct des sous-traitants.

ARTICLE 11 - RETENUE DE GARANTIE FINANCIERE

Le titulaire n'est soumis ni à retenue de garantie, ni à garantie à première demande, ni à caution personnelle et solidaire.

ARTICLE 12 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCES A UN TERRAIN MILITAIRE

Le site sur lequel les prestations sont effectuées constitue un terrain militaire, affecté à l'autorité militaire ou placé sous son contrôle.

Aussi, le titulaire :

- reconnaît avoir pris connaissance des dispositions du code pénal relatives au terrain militaire, et notamment ses articles 413-5, 413-8 et R. 644-1 ;
- doit se conformer aux dispositions de l'article 5 du CCAG/FCS.

Le titulaire s'engage à ne présenter sur le site que des personnels appartenant à son entreprise ou à un sous-traitant, qui auront préalablement fait l'objet d'une autorisation d'accès conformément aux dispositions générales supra.

A ce titre, le titulaire remet au(x) point(s) de contact ci-dessous les *déclarations individuelles (modèle joint en annexe B)* des personnels intervenant pour son compte avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Il est impératif d'envoyer 72 heures avant la date prévue de livraison, un scan de la pièce d'identité en cours de validité de la personne qui effectuera la livraison des matériels ainsi que la marque et le numéro d'immatriculation de son véhicule afin de réaliser les formalités

d'entrée sur le site, auprès de M.Martin Jean-Luc – Tél: 05 46 88 80 80 – Courriel: jean-luc.martin@intradef.gouv.fr.

ARTICLE 13 – ATTESTATION D'ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Administration (service acheteur) et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, avant tout début d'exécution et au maximum dans les quinze jours suivant la notification, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances (attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie).

ARTICLE 14 – CAS DE RESILIATION ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

L'Administration (service acheteur) peut résilier le marché public dans les **conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS** (sont notamment visés les cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire).

Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

L'attention du titulaire est notamment attirée sur le fait que l'Administration (service acheteur) peut faire exécuter les prestations prévues au marché aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, en cas de résiliation prononcée à ses torts ou en cas d'inexécution d'une prestation qui, par nature, ne peut souffrir aucun retard.

S'il n'est pas possible à l'Administration (service acheteur) de se procurer, dans des conditions qui lui conviennent, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au marché, elle peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques, est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 15 – TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Pour l'exécution du marché public, le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) est(sont) tenu(s) au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la *protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données*, abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD *règlement général sur la protection des données*) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le responsable de traitement au sens du RGPD est l'acheteur, le sous-traitant est le titulaire du marché public.

ARTICLE 16 - DEROGATION AU CCAG

L'article 5 du présent marché relatif aux opérations de vérifications déroge aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS sur le point suivant : les vérifications sont effectuées par l'établissement bénéficiaire.

L'article 5 du présent marché relatif **aux pénalités de retard** déroge à l'article 14 du CCAG/FCS sur le point suivant : l'article 14.1 du CCAG/FCS n'est pas applicable à ce marché.

L'article **14** du présent marché relatif à **la résiliation** déroge à l'article 42 du CCAG/FCS sur le point suivant : aucune indemnité n'est accordée au titulaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

Par ailleurs à l'article 43.2.2.4 du CCAG/FCS au lieu de lire « Si la résiliation est prise en application de l'article **41** » il convient de lire « Si la résiliation est prise en application de l'article **42** » et à l'article 43.3.1 au lieu de lire « le cas échéant, le supplément des dépenses résultant de la passation d'un marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées à l'article **44** » il convient de lire « le cas échéant, le supplément des dépenses résultant de la passation d'un marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées à l'article **45** »